

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 01/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEPE DE FRESNES EN SAULNOIS

59 rue de Ponthieu
Bureau 562
75008 Paris

Références : FRESNES-EN-SAULNOIS_2025-07-31_SEPE-FRESNES-EN-SAULNOIS_RAPVI_AP_01823
Code AIOT : 0006209319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2025 dans l'établissement SEPE DE FRESNES EN SAULNOIS implanté CHEMIN DE LA REINE 57170 Fresnes-en-Saulnois. L'inspection a été annoncée le 30/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à la projection de pale de l'éolienne E4 du parc, le 16 juillet 2025. Suite à cet accident, l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2025-DCAT/BEPE-262 du 28 juillet 2025 a été signé. La visite a pour objectif de vérifier la mise en place des mesures immédiates conservatoires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE DE FRESNES EN SAULNOIS
- CHEMIN DE LA REINE 57170 Fresnes-en-Saulnois
- Code AIOT : 0006209319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Fresnes-en-Saulnois est constitué de 5 éoliennes de 100 m de hauteur de mât, d'une hauteur totale de 145 m et de puissance unitaire de 2,3 MW, ainsi que d'un poste de livraison électrique. Il bénéficie du régime de l'antériorité au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et est à ce titre soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 août 2011.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accident	AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2025, article 2	Sans objet
2	Accident	AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2025, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place l'ensemble des mesures conservatoires prescrites afin de mettre en sécurité son parc suite à l'accident survenu le 16 juillet 2025. Il est de plus en train de procéder à la récupération des déchets produits par le sinistre.

L'exploitant a déclaré que les investigations pour déterminer la cause de l'accident sont en cours, et que des opérations de contrôle sur les autres éoliennes sont prévues dans les prochaines semaines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures immédiates conservatoires
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu dès notification du présent arrêté de : <ul style="list-style-type: none">• mettre en sécurité les installations du site : interdiction d'accès, surveillance continue tant qu'il subsiste un risque de projection/chute de débris de pale de l'éolienne E4 ;• mettre en œuvre toute mesure afin de s'assurer qu'aucune personne non explicitement autorisée ne s'approche des éoliennes de l'ensemble des machines du parc éolien à une

- distance susceptible de présenter un risque en cas de nouvelle rupture de pale ;
- maintenir à l'arrêt l'ensemble des machines du parc éolien.

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection a constaté que des barrières ont été installées à plusieurs distances des éoliennes, sur l'ensemble des chemins menant au parc. Un affichage de l'arrêté municipal pris le jour de l'accident interdit explicitement l'accès aux personnes non autorisées.

L'exploitant était sur place le jour de la visite, accompagné d'un gardien assurant la surveillance du site. Une caméra a aussi été installée à l'entrée du parc, au niveau de l'éolienne E5.

Le périmètre où subsiste un risque de chute ou de projection de tout ou partie de l'éolienne E4 a été identifié par l'exploitant. Une zone de sécurité d'un rayon de 150m, correspondant à 1,5 fois la hauteur de l'éolienne, a été entièrement balisée autour de l'éolienne E4.

L'ensemble du parc était à l'arrêt.

L'exploitant a déclaré que les investigations pour déterminer la cause de l'accident sont en cours, et que des opérations de contrôle sur les autres éoliennes sont prévues dans les prochaines semaines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2025, article 4

Thème(s) : Autre, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets issus du sinistre sont évacués vers une ou des installations autorisées à les recevoir. L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées, **dans le délai maximal de 3 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, les justificatifs d'élimination de ces déchets vers des installations autorisées à les recevoir.

Constats :

L'exploitant a commencé le ramassage d'une partie des débris grossiers de pale. Il est en phase d'expérimentation pour le ramassage des débris fins (fibre de verre notamment).

Un essai de ramassage manuel a été réalisé la semaine suivant l'accident. L'exploitant estime que le ramassage des fibres de verre pourrait prendre entre 6 à 8 semaines avec cette méthode.

Un essai de collecte par camion aspirateur à été programmé pour le 31 juillet 2025. Cette méthode, si elle fonctionne, devrait permettre le nettoyage bien plus rapide des terrains impactés par l'accident.

Les déchets sont stockés dans deux conteneurs au niveau de l'éolienne E5 en attente d'évacuation. L'exploitant a indiqué lors de la visite que l'exutoire n'est pas encore défini; les déchets pourraient être incinérés.

Il est rappelé à l'exploitant que l'évacuation et l'élimination des déchets doivent se faire dans des filières autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite